

LA PRÉTENDUE « IMPUISSANCE »

DE L'EUROPE ¹

Philippe PELLETIER

On entend souvent dire, et notamment à propos des conflits en ex-Yougoslavie, que l'Europe est « impuissante ». Et, pourtant, rien n'est plus faux. Il suffit en effet de se pencher sur quelques données objectives pour constater que l'Union Européenne est bel et bien puissante.

Il convient, auparavant, de rappeler les raisons qui ont poussé à cette union et qui sont, grosso modo, au nombre de trois :

- Le désir de la bourgeoisie européenne de se doter d'un marché à sa mesure (en hommes comme en marchandises) ;
- L'aspiration, souvent sincère et profonde, des populations à vivre en paix après des siècles de guerres incessantes et le carnage des deux dernières guerres mondiales qui partirent de l'Europe ;
- La volonté américaine de contrer, dès l'Europe, la concurrence du bloc soviétique.

La régression des politiques sociales n'est pas la cause mais le complément de l'Union européenne

Ces raisons se sont bien sûr plus ou moins cumulées, avec plus ou moins de force suivant les périodes, avec certaines contradictions, avec aussi certaines apparences trompeuses. La régression des politiques sociales qui accompagne les dernières étapes de l'Union Européenne, par le traité de Maastricht en particulier, n'est pas, à cet égard, une cause fondamentale du processus d'union, comme le proclament certains courants de gauche ou d'extrême gauche qui tentent de canaliser n'importe quel mécontentement pour leur profit politicien (l'échéance des référendums sur l'Europe), mais plutôt un complément.

En effet, cette régression sociale ne touche pas seulement l'Europe mais l'ensemble des pays du monde, notamment les pays industrialisés (Etats-Unis à partir de Reagan, Japon à partir de Nakasone) mais aussi certains pays « en voie de développement » comme ceux de l'Amérique Latine où eurent lieu les premières coupes dans les budgets sociaux (Chili,

¹ *Le Monde libertaire* n° 980, 18 décembre 1994.

Argentine...). Elle est le fait d'un capitalisme mondial en pleine restructuration qui a besoin d'une énorme masse de capitaux pour profiter de la troisième révolution industrielle (= informatique) et pour conquérir les nouveaux marchés (ex-bloc de l'Est, Asie du Sud-Est, Chine). La bourgeoisie accentue alors son prélèvement sur la masse salariale. La part plus ou moins redistributive des Etats s'en trouve d'autant diminuée. Il n'y a donc pas d'Etat-Providence, et encore moins crise de celui-ci, car cet argent ne tombe pas du ciel (comme la providence divine), il provient des impôts prélevés par l'Etat et tout simplement de l'extorsion de la plus-value des travailleurs. Et chacun des pays européens n'a pas attendu Maastricht pour imposer leurs politiques anti-sociales.

Le désir de la bourgeoisie européenne de se doter d'un marché unique montre sa pleine mesure non seulement à travers la libre circulation des capitaux, des marchandises et de certains hommes, mais aussi, et tout simplement, dans sa capacité à dégager des profits et des investissements. L'Union Européenne possède ainsi un PIB (produit intérieur brut) supérieur à celui des Etats-Unis. C'est le premier investisseur à l'étranger (90,9 milliards \$ en 1991, contre 27,1 pour les Etats-Unis et 30,7 pour le Japon), le premier commerçant du monde (13 % du commerce mondial, 34 % en intrazone), le bloc qui accueille le plus d'investissements en provenance de l'étranger (68,6 milliards \$ contre 24 en Asie). Dans le même temps, c'est aussi le premier producteur de chômage : 11 % de la population active européenne en 1993 contre 7 % aux Etats-Unis (il s'agit des chiffres officiels... très discutables, bien sûr !).

Le dépeçage des anciens pays de l'Est est inséparable de la puissance européenne

La décomposition du bloc soviétique a modifié la situation. Les Pays de l'Est ne constituent plus une menace, ni idéologique, ni militaire, et leur économie s'effondre. Les Etats-Unis ont perdu leur fonction de leader anti-soviétique et, simultanément, les pays européens partent à la conquête d'un marché qui s'ouvre à leurs portes. Dans cette conquête, chacun pour soi et l'Europe pour tous ! Chaque pays joue en effet sa propre carte, sans toutefois remettre sérieusement en cause l'équilibre de l'ensemble. L'Allemagne, alliée au Vatican et donc avec l'Italie, tente de reconstituer une *Mitteleuropa* sous son influence. Ces trois pays ont ainsi accéléré le démembrement de la Yougoslavie en choisissant le camp slovène et croate. La France et le Royaume-Uni, moins dynamiques économiquement, essaient tant bien que mal de contenir cette expansion allemande, et soutiennent le camp serbe mais de loin car il ne faut pas mécontenter l'opinion publique

intérieure. Le Royaume-Uni est dans une position particulièrement délicate car, bien qu'allié traditionnel des Etats-Unis il n'est pas sûr qu'il bénéficie du repositionnement américain en Europe.

Les Etats-Unis craignent désormais la concurrence de l'Europe et tous les coups sont bons pour la malmener, à commencer par l'ex-Yougoslavie où ils soutiennent le camp musulman. De plus, ils contentent au passage certains de leurs alliés troublés par la guerre du Golfe : Arabie Séoudite, Turquie...). Bref la guerre en ex-Yougoslavie ne gêne aucunement les Etats qui jouent tous leur carte, sans parler des ventes d'armes qui prolifèrent et qui font tourner le complexe militaro-industriels de grandes puissances. Dans ces conditions, demander à l'ONU, qui représente ces Etats, d'arrêter la guerre en Yougoslavie revient à demander au pyromane d'éteindre le feu qu'il vient d'allumer.

Le démembrement guerrier de la Yougoslavie et le démembrement plus pacifique d'autres pays (Tchécoslovaquie, Pays Baltes...) constituent également une nouvelle forme de gestion territoriale et donc de contrôle social. En effet, la logique libérale qui prévaut toujours davantage ne veut pas supprimer l'Etat mais le recentrer sur sa fonction d'encadrement des populations. Mais le vieux cadre de l'Etat-nation n'est pas toujours approprié pour cela : renforcement de bourgeoisies régionalistes opposées aux bureaucraties centrales (Italie du Nord, Catalogne, Pays Basque, Flandres...), inadéquation des vieilles structures territoriales et administratives face à la globalisation et à la mondialisation économique capitaliste, recul, en outre et parfois, du sentiment national dans certaines couches de la population, et désintérêt croissant des citoyens vis-à-vis des élections qui cimentent le consensus national (augmentation de l'abstention).

Supra-nationalité, régionalisme, nationalisme ne sont pas incompatibles au nom de la subsidiarité

Certes, certaines forces politico-économiques (fascisme jacobin, Partis communistes ; chevémentistes et gaullistes en France) sont nostalgiques de l'Etat-nation centralisateur, à la fois pour maintenir l'héritage idéologique qui fonde leur identité et pour conserver le pouvoir qui les fait vivre : contrôle de bureaucraties syndicales centralisées, adhésion de certaines couches de la classe moyenne ou même de la classe prolétaire effrayées par la crise et en quête de repli identitaire, soutien de forces économiques situées entre l'échelon local et international. Elles cultivent désespérément le mythe de la nation unitaire et flattent le mécontentement populaire en le brossant dans le sens du poil anti-européen.

Inversement, d'autres forces prônent un régionalisme renforcé, aussi bien les fascistes maurrassiens (nostalgiques des vieilles provinces et d'un naturalisme social) que les écologistes (partisans du *small is beautiful* mais qui ne remettent pas en cause les structures de pouvoir), en passant par les autonomistes-nationalistes bluffés par l'histoire (Catalogne, Pays Basque, Irlande, Tyrol...).

Les socio-démocrates comme les chrétiens-démocrates souhaitent de leur côté une certaine supra-nationalité. C'est leur soubassement idéologique depuis toujours : le territoire du super-Etat moderne chez les premiers, celui de l'Eglise transnationale chez les seconds. Mais ce souhait n'est pas incompatible avec une autre facette de leur conception idéologique et sociale : le principe de subsidiarité qui consiste à donner une certaine marge de manœuvre aux échelons inférieurs de la société civile (administrations, communes et régions, petites et moyennes entreprises) tout en laissant les grandes décisions aux échelons supérieurs (gouvernements, instances internationales ou supra-nationales : ONU, FMI, G7, etc.

D'une pierre deux coups :

- faciliter l'exploitation, la domination et l'oppression des citoyens et des travailleurs en la faisant entériner sinon « autogérer » par eux-mêmes ;
- récupérer au passage les mécontentements identitaires, autonomistes, nationalitaires ou autres, au profit d'une démocratie qui se veut directe, d'un parlementarisme « plus près des gens ».

Le clivage gauche-droite est sur ce point complètement dépassé par la réalité et par les véritables rapports de forces qui se dessinent.

L'étape de la supra-nationalité n'est donc pas fondamentalement indispensable, ni urgente, pour les forces social-démocrates et chrétiennes-démocrates. Tout au plus peut-elle servir d'outil idéologique pour tenter de cimenter l'aspiration des populations européennes qui veulent un avenir sans guerre, en rupture avec le passé proche. Ce sera dans ce cadre-là que pourrait intervenir plus militairement l'Union européenne en ex-Yougoslavie. Les divergences qui peuvent exister entre les différentes factions politiques ou les différentes bourgeoisies nationales sur la nature fédérale ou confédérale de l'Union européenne, sur les modes de décisions à lui perfectionner et sur toutes les questions de supra-nationalité sont donc totalement secondaires. Du coup, le projet d'armée européenne peut être enterré, celui d'une présidence européenne démocratiquement élue par tous au même moment est repoussé aux calendes grecques, etc. Ce retard de la supra-nationalité n'empêche pas, sur le plan de la répression policière et judiciaire, une coopération entre les différents Etats qui passe non plus par le cadre européen en tant que tel mais par des accords bilatéraux, comme ceux de Schengen qu'ont signé un noyau dur de pays du cœur européen

(Allemagne, France, Bénélux) et qui ont ensuite été rejoints par quelques autres (Italie, Espagne).

La concurrence s'étend à tous les échelons de la société et de l'espace

La nouvelle subsidiarité socio-territoriale correspond aux mutations technologiques qui permettent d'assouplir les contraintes du temps et donc de l'espace grâce aux nouvelles techniques d'information et de communication (câble, fax, fibres optiques, ordinateurs, vidéo-téléphone). Chaque entité (entreprises, cités, régions) peut maintenant rayonner sur un espace commun, décompartimenté par la mondialisation des échanges, laquelle va de pair avec ces mêmes mutations technologiques (raccourcissement des distances/coûts, augmentation des capacités, gestion en flux tendus et en juste à temps, etc.). Cette évolution produit quasi mécaniquement une exacerbation de la concurrence entre les différentes entités : ce n'est pas nouveau pour les entreprises ni pour les Etats-nations, cela l'est davantage pour les régions et pour les villes. Certains ont pu alors parler d'un néo-hanséatisme, faisant allusion à l'organisation médiévale des villes marchandes. Il va sans dire que cette concurrence va profiter aux plus riches des régions ou des métropoles, et que les alliances qui se nouent déjà entre elles dépassent les vieux clivages territoriaux ou culturels (la « banane bleue » de l'axe lombardo-rhénan ; la « banane jaune » de l'axe méditerranéen Barcelone-Montpellier-Marseille-Gênes ; « l'arc atlantique » de la Corogne à Belfast).

Les vieux Etats-nations, les communes ou (en France) les départements, semblent donc de moins en moins adaptés aux nouveaux besoins du capitalisme. C'est pourquoi fleurissent de nouvelles structures d'encadrement territorial qui tentent de faire coïncider de nouveaux espaces politiques (syndicats de communes, groupements en « pays », etc.) à l'espace économique local. Les rapports entre ces différentes structures politiques se fondent verticalement sur la subsidiarité et horizontalement sur la concurrence. Cela n'exclut pas une concentration du pouvoir décisionnel, bien au contraire. La multiplication des instances intermédiaires a bien pour corollaire l'intervention croissante des instances européennes dans tous les secteurs de la vie sociale, économique et culturelle. La liaison entre ces deux mécanismes complémentaires (délégation et concentration) se fait, comme dans le monde économique, par la diffusion de directives qui sont appliqués par les échelons locaux, et non plus forcément par le pouvoir central.

L'actualité du projet anarchiste socialiste

Dans ce contexte, se réclamer d'un communalisme ou d'un municipalisme, fût-il apparemment libertaire, sans revendiquer la suppression des antagonismes de classes et des structures de l'économie capitaliste revient en fait à faire le jeu de toute la bourgeoisie, européenne ou locale, qui n'a peur que d'une chose : du vide, de l'absence d'interlocuteurs, de la désertion électorale. Même si un fort taux d'abstention n'est pas incompatible avec un bon fonctionnement de la démocratie, comme le prouve l'exemple des Etats-Unis, il semble toutefois difficile que ce schéma puisse s'appliquer efficacement en Europe pour des raisons historiques, sociales et politiques, à cause, notamment, de la persistance d'un courant véritablement socialiste, libertaire et révolutionnaire. Plus que jamais, notre combat anarchiste doit se placer sur le terrain de la lutte des classes, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent stupidement nos adversaires marxistes ou libéraux qui trouvent ici un intérêt conjoint de déformer sciemment les choses, qu'il faille se cantonner dans le strict domaine de l'entreprise ou de l'économie : cela signifie AUSI prendre en compte le terrain de la cité, de la commune et du monde associatif, terrain qui est également traversé par des antagonismes de classes.

(Cf : Brochure de la FA *Les anarchistes et l'Europe*, éditions du ML.)